

Fin juin, quatre représentants religieux s'interrogeaient sur l'avenir de la paix entre les religions. Maîtres-mots: justice économique, société civile, modestie doctrinale

Au chevet du dialogue interreligieux

DOMINIQUE HARTMANN

Paix ▶ Le dialogue interreligieux est-il au point mort? Aucun des intervenants invité au débat organisé par le Club suisse de la presse, fin juin, ne s'est risqué à engager un pronostic vital. La question était posée à Genève à des représentants du christianisme, de l'islam et du judaïsme.

Pas de pronostic, donc, mais des idées bien précises sur les façons de réorienter une démarche que tous jugent indispensable. «L'humanité a fait des progrès au cours des deux derniers siècles», remarque l'archevêque Jurkovic, observateur permanent du Vatican auprès des Nations Unies. «Et nous expérimentons davantage de libertés dans des sociétés plus égalitaires.» Mais un point manque au triptyque issu de la Révolution française, poursuit le nonce apostolique: «La fraternité n'est absolument pas une réalité: le système colonial, entre autres, l'a bien montré, et jusque très récemment.» Cette fraternité s'étend aux conditions de vie économiques. L'énorme désintérêt des pays riches pour les problèmes migratoires témoigne aussi du peu de valeur accordée à la solidarité.

Une évolution des consciences?

La pasteur Carolina Costa identifie pour sa part un réveil spirituel dépassant les religions, visible dans l'écospiritualité par exemple: «Face à ce changement de paradigme, le dialogue tel qu'on l'a connu est déjà un peu dépassé.» Très engagé dans la défense du vivre ensemble, le cheikh Khaled Bentounes abonde: «Il s'agit aujourd'hui de passer à la réconciliation de l'humanité, croyants et incroyants réunis.» Signe que la conscience politique de ceux qui représentent

Véritable institution en Allemagne, le Kirchentag, le rassemblement des protestants, symbolise la paix religieuse.

KEYSTONE



cette humanité à «beaucoup évolué», l'adoption à l'unanimité par l'ONU de la Journée internationale du vivre ensemble promue par la confrérie soufie Alâwiyya dont il est le leader, après avoir été accueillie poliment, en 2014. «comme une chose bien peu sérieuse». Cette journée a lieu le 16 mai.

L'affaire de tous

Ce dialogue, à qui le confier? Pour le nonce apostolique, «toute la société et les instances politiques doivent y être impliquées, pas seulement des leaders religieux ou les gens de bonne volonté».

C'est l'expérience que vient de vivre le leader soufi à Dort-

«Il s'agit aujourd'hui de passer à la réconciliation de l'humanité, croyants et incroyants réunis»

Khaled Bentounes

mund, lors du Kirchentag. Véritable institution en Allemagne, cet événement réunit tous les deux ans des dizaines de milliers de personnes, jeunes, laïcs, politiques, ministres. A l'agenda de cette édition, notamment: la migration, la théologie féministe, mais aussi la confiance, une confiance éclairée par-delà la désinformation et les mensonges de l'économie de marché notamment.

Les chances de succès de la paix (but ultime du dialogue interreligieux), Khaled Bentounes les voit plutôt dans l'implication de la société civile: «Si elle bouge, l'espoir est permis, estime-t-il. Les politiciens sont bien trop emprisonnés dans des

systèmes clientélistes et d'intérêts particuliers.»

Investir dans la paix

Reste qu'au Club suisse de la presse, ce jour-là, seuls étaient réunis les bons élèves. Le public interroge: «Dans chaque religion, il y a des ultras. Comment faire pour atteindre ceux-ci?»

Le rabbin François Garaï le rappelle, avec Carolina Costa, «le dialogue implique de faire de la place à l'autre». Lorsqu'une doctrine affirme représenter la vérité ultime, les conditions ne sont effectivement pas réunies: «Il faut donc historiciser la Révélation», explique le rabbin.

Khaled Bentounes le dit sans ambages: «Ne rêvons pas:

les extrémistes vont continuer à survivre parmi nous. A plus forte raison, il faut donc investir dans la paix. Or, dans quelles universités trouvez-vous une chaire de la paix?» La stratégie militaire ou l'économie de la guerre, en revanche, y sont largement enseignées. «Quatorze mille trois cents milliards de dollars ont été dépensés en 2016 en investissements militaires, frais médicaux, dépenses engendrées par des conflits, destructions, poursuit-il, soit 12,6% des revenus de l'humanité. Combien pour la paix?»

Au passage, il déplore aussi la quasi-invisibilité des initiatives de paix dans les médias. I

Le Père Preynat renvoyé de l'état clérical

Lyon ▶ L'abbé du diocèse de Lyon Bernard Preynat a été renvoyé, le 4 juillet 2019, de l'état clérical. Le Tribunal ecclésiastique du diocèse l'a reconnu coupable d'agressions sexuelles sur mineurs. «Au regard du grand nombre de victimes et du fait que l'abbé Bernard Preynat a abusé de l'autorité que lui confèrait sa position au sein du groupe scout (...), le tribunal a décidé de lui appliquer la peine maximale prévue par le droit de l'Église dans un tel cas, à savoir le renvoi de l'état clérical», indique le Tribunal ecclésiastique.

La sanction canonique survient alors que le procès pénal de Bernard Preynat n'a pas encore commencé. L'abuseur a été placé sous contrôle judiciaire en mars 2016, après avoir été mis en examen pour agressions sexuelles sur plusieurs dizaines de jeunes scouts dans les années 1980-1990. L'affaire Preynat est à l'origine de l'action en justice contre le cardinal Philippe Barbarin, archevêque de Lyon.

«C'est une grande satisfaction de savoir que, par cette condamnation, l'Église elle-même reconnaît le statut des victimes et prononce la sanction la plus lourde prévue par le droit canon pour un prêtre», a réagi l'un des anciens scouts de Sainte-Foy-lès-Lyon, au média français 20 Minutes. CATH.CH

L'Église réformée mise sur le relationnel

Vaud ▶ Réuni samedi au parlement vaudois, le Synode de l'Église évangélique réformée du canton de Vaud (EERV) s'est choisi un nouvel exécutif, optant clairement pour des candidats présentés comme des «artisans de paix». Explications.

Ce samedi matin, l'instant était crucial pour l'EERV. Il faut dire qu'à la suite de longs mois de tensions entre leur exécutif (le Conseil synodal) et leur organe délibérant (le Synode), les membres de l'EERV avaient hâte d'en finir avec cette législature 2014-2019, jugée par beaucoup trop autoritaire.

Dans le parlement vaudois, la tension était à son comble. Avec pas moins de 16 candidats à se présenter pour seulement 7 postes à disposition, la matinée s'est égrenée au fil de lourdes minutes.

Peu avant midi, les résultats du premier tour tombaient. A la

surprise générale, alors que les divisions au sein de l'EERV s'étaient intensifiées au cours des derniers mois, 6 candidats se trouvaient plébiscités à une très forte majorité.

Les quatre postes laïcs ont ainsi été repourvus au premier tour. Du côté des ministres, deux pasteurs ont également été choisis au premier tour. Au deuxième tour, c'est le conseiller synodal sortant Laurent Zumstein, le seul ministre à s'être représenté, qui remporte l'élection avec 35 voix. En ressort un exécutif conséquemment renouvelé, et notamment quatre nouvelles personnalités (hors Synode et hors Conseil synodal).

«Une vraie volonté de changement, notamment en faveur d'un nouveau type de management, s'est manifestée», commente alors Sylvie Arnaud, présidente du Bureau du Synode,

réélue quant à elle à la quasi-unanimité. Lors de la présentation des candidats, on avait d'ailleurs pu être frappé par la récurrence de termes comme «médiation», «gestion de conflit», «recherche du consensus» ou encore «bienveillance». Pour François Paccaud, secrétaire du Bureau synodal réélu à 75 voix sur 76, cette nouvelle configuration «offre de belles perspectives en matière de travail en équipe. On a de solides compétences managériales chez les laïcs. Les bonnes compétences sont dans les bons rôles.» Seul regret exprimé par d'autres, la faible présence féminine: «Cinq hommes, deux femmes: ça ne me convainc pas!» lâche la déléguée Rose-Marie Ansermot. «On se demande à quoi a servi la grève du 14 juin!»

ANNE-SYLVIE SPRENGER/
PROTESTINFO

Création d'un Vatican orthodoxe?

Russie ▶ La ville de Serguiev Possad, au nord-est de Moscou, est destinée à devenir le nouveau centre de l'orthodoxie russe. Un projet de rénovation à 2 milliards d'euros qui vise notamment à consolider la place de Moscou face à Constantinople, dans le jeu d'influence au sein de l'orthodoxie mondiale.

Le projet initié par le bureau d'architecture russe Strelka se déploie à très grande échelle, a indiqué fin juin l'agence russe TASS. Il implique aussi bien de nouveaux bâtiments religieux que des infrastructures de transport, des centres médicaux, des musées, des bibliothèques et des centres médiatiques. Serguiev Possad, une ville de 100 000 habitants, abrite la laur de la Trinité, un monastère fondé au XIV^e siècle par le saint patron de la Russie, Serge de Radonège.

Le projet, qui aurait le soutien du gouvernement et du président russe, Vladimir Poutine, date en fait de 2017. Mais il a été précisé par les autorités de la ville fin juin 2019, qui ont avancé un budget entre 120 et 140 milliards de roubles (environ 2,1 milliards d'euros). Les plans prévoient une reconstruction presque complète du centre-ville et sa division en deux parties: l'une spirituelle et l'autre administrative. CATH.CH